

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC

GRENOBLE CAF REAMENAGEMENT DE L'ACCUEIL

3 RUE DES ALLIES

38100 GRENOBLE



DEKRA Industrial
Parc Sud Galaxie
Immeuble Le Calypso
38130 ECHIROLLES

Tél. 07 85 13 59 10
Fax

Affaire n° : 54078619

Coordonnateurs SPS


Conception : RICHARD DUTHEIL
Réalisation : HANAFI BRIKH

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
07/04/2025	A	Version initiale
28/04/2025	B	Mise a jour Indice B

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	6
Présentation du projet	6
• Description succincte du projet Description détaillée des travaux	6
• Description synthétique de l'environnement	7
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
Intervenants concernés par l'opération	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	7
• Organismes institutionnels de la prévention	8
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	8
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....	9
Description de l'environnement et des servitudes.....	9
• Par rapport aux piétons	9
• Par rapport aux établissements en activité	9
• Par rapport aux interdictions de survol	9
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	9
• Par rapport à la nature du sol.....	9
	10
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	10
Accès au chantier	11
• Véhicules et personnel.....	11
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	11
• Affichage.....	11
• Panneau de chantier.....	12
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	12
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	12
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	12
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	13
• Limitation du recours aux manutentions manuelles	13
• Protections collectives.....	13
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	13
Installations de chantier.....	13
• Plan d'installation de chantier.....	14
• Clôtures	14

• Affectation des installations de chantier.....	15
• Dimensionnement du cantonnement.....	15
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	16
• Secours.....	16
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	16
Autorisations administratives et démarches diverses	16
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	18
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	18
• Généralités.....	18
• Circulations des piétons	18
• Circulations horizontales et verticales.....	19
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage.....	20
• Généralités.....	20
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)	20
• Grues mobiles :	21
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :	21
• Vérification des appareils et des accessoires de levage	21
• Autorisation de conduite.....	21
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	21
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	22
• Approvisionnements.....	22
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	23
• Evacuation des déchets	23
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	24
• Matières et substances dangereuses	24
Protections collectives	24
Travail en hauteur	25
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	27
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	34
Respect des contraintes du site	34
• Horaires de chantier imposés.....	34
• Risque incendie.....	34
• Evacuation des personnes en cas d'incendie	34
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	34
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	35
Nettoyage du chantier	35
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	35
Démarche environnementale, tri des déchets.....	35
• Objectifs.....	35
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....	36
Organisation des secours.....	36



Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	38
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	38
Visite d'inspection commune.....	38
Etablissement d'un PPSPS	39
Diffusion des PPSPS.....	39
Observations du coordonnateur SPS.....	39
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	40
Mise à jour du PGC	40
Sous-traitant	40
Travailleurs Indépendants	41
Travail dissimulé.....	41
Prêt de main d'œuvre	41
Recensement des accidents du travail	41
Annexe(s).....	42
• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage	42
Lot : 01 Désamiantage	
Lot : 02 Démolitions – Gros-œuvre	
Lot : 03 Menuiseries extérieures aluminium - Serrurerie	
Lot : 04 Cloisons – Doublages – Faux-plafonds	
Lot : 05 Menuiseries intérieures bois – Mobilier	
Lot : 06 Sols souples	
Lot : 07 Peinture	
Lot : 08 Chauffage – Ventilation – Plomberie	
Lot : 09 Electricité – Courants forts – Courants faibles	

Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet Description détaillée des travaux

Réaménagement du hall d'accueil du public et du couloir d'entrée des agents.,

TRAVAUX :

- > Désamiantage et modification du hall d'entrée et du sens de circulation du public
- > Création d'une zone d'accueil du public avec 6 Box et salle d'attente dédiée
- > Aménagement d'un Espace Libre Service
- > Création de 6 bureaux d'accueil et salle d'attente dédiée
- > Construction d'un auvent d'entrée
- > Aménagement d'un Espace Pluriel
- > Réaménagement du couloir d'entrée des agents

Situation géographique

3 RUE DES ALLIES
38100 GRENOBLE

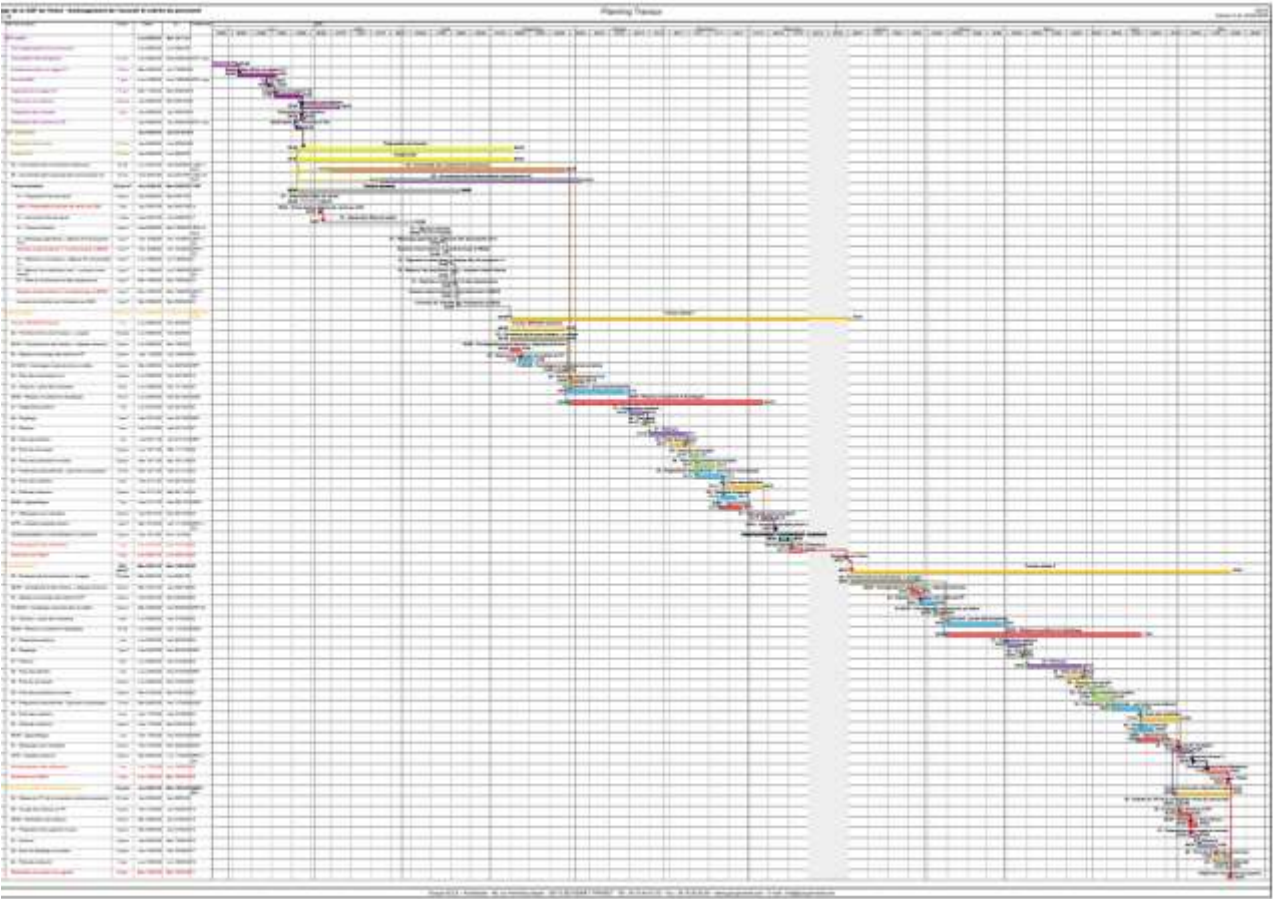
SITUATION GEOGRAPHIQUE



Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent sur un bâtiment exploitation sur son site propre, avec des bâtiments mitoyens en activité, des passages de véhicules . Il s'agira donc d'éviter toutes gênes ou nuisances susceptibles d'être provoquées par les travaux.

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel



Phasage et calendrier : documents graphiques et calendriers sont joints au DCE par l'équipe de MOE

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 07/08 mois avec une période de préparation de 1 mois comprise dans ce délai.

Le début prévisionnel des travaux est fixé au 26/06/2025.

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------



Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
Maître d'ouvrage		
CAF DE L'ISERE 3 Rue Des Allies 38100 GRENOBLE	M David DUMONT	+33 4 76 20 60 73 david.dumont@caf38.caf.fr
Maître d'oeuvre		
GROUPE EOLE ARCHITECTES 1 PLACE DU VERSEAU - LE SIRIUS PARC SUD GALAXIE 38130 ECHIROLLES	MME Nathalie VOISINE	+33 4 76 44 67 35 info@groupe-eole.com,
Coordonnateur SPS		
DEKRA Industrial ACT CSPS ISERE-VAL DE RHONE Parc Sud Galaxie Immeuble Le Calypso 38130 ECHIROLLES	Titulaire : C : HANAFI BRIKH R : HANAFI BRIKH <u>Suppléant :</u> C : R :	04.72.78.13.68 hanafi.brikh@dekra.com

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
OPPBTP (Isère - Savoie - Haute Savoie)		
3, rue des Méridiens 38130 ECHIROLLES	OPPBTP RHONE ALPES	04 76 46 92 68 04 76 85 32 16 rhonealpes@oppbtp.fr
DREETS Rhone alpes		
1 avenue Marie Reynoard 38100 GRENOBLE	Inspection du travail	04.56.58.38.38 04.56.58.38.02 dd-38.inspection- section10@direccte.gouv.fr
INSPECTION DU TRAVAIL		
5 rue de verdun 38200 VIENNE		04.74.78.88.10 04.74.85.86.19 ddets-uc4@isere.gouv.fr
OPPBTP AURA		
Agence RHÔNE-ALPES 45, Avenue Leclerc 69007 LYON	OPPBTP	04 78 37 36 02 04 78 37 69 23 rhonealpes@oppbtp.fr

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

NC



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux piétons

Le chantier sera clos et indépendant par la mise en place de barrières HERAS.

Par rapport aux établissements en activité

NA

Par rapport aux interdictions de survol

Grutage envisagé pour la livraison des plaques de placo en BA25S sur la plateforme du rez-de-Parvis, hors période d'accueil du public (soit jeudi après-midi obligatoirement), car au vu du poids, les entreprises ne pourront les porter depuis le parking du sous-sol jusqu'à notre zone de travaux)

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

GENERALITES

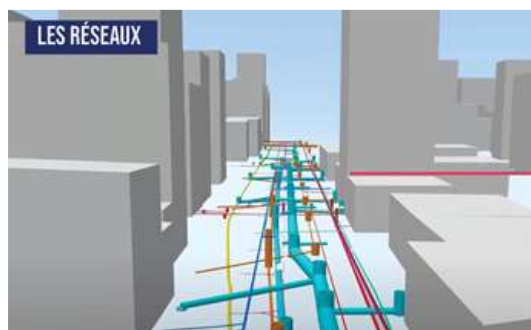


Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :

- déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet,
- déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) :

Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <http://www.reseaux-etcanalisations/ineris.fr>.

PLAN DE RECOLEMENT DES RESEAUX



**ATTENTION A L'INCERTITUDE DES MESURES
RECHERCHE RESEAUX**

Par rapport à la nature du sol

NA

RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB EXTERIEUR et INTERIEUR AUX OUVRAGES



Demande de mise hors tension



Armoire électrique

La consignation des organes électriques, éclairages et autres devra être réalisée avant le début des travaux dans les bâtiments hall d'entrée et ou parties communes, façade

La consignation sera réalisée par l'exploitant du bâtiment ou par **LE LOT ELECTRICITE CFA** et par une personne qui sera habilitée à le faire: transmettre PV de consignation au MOE

RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES



Les bâtiments sont alimentés en gaz de ville .

Chaudière et positionnement réseau en façade



Condamnation de fluides

Lors des travaux à proximité important de vérifier sur le réseau, DICT le positionnement de la conduite de gaz

LOT 10 VRD



PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante



Les rapports amiante seront joints lors de l'envoi du DCE par MOE, MOA

Plomb

- Diagnostics réalisés : des travaux au niveau des réseaux ont été réalisés par le MOA .



ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera par l'entrée principale mise a disposition pour les entreprises voir le PIC.

Fléchage - Signalétique d'accès



L'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Responsable de la mise en œuvre : LOT 02 MACONNERIE

Affichage



Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Mis en place au niveau des portes d'accès de chaque chantier, ainsi qu'au niveau des zones de stockage des matériaux..

RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE : LOT 02 GROS OEUVRE



Panneau de chantier lot : 02



POUR INFORMATION

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse.

L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique

EX CI DESSUS

RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE : Lot 02

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier



Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Pour information pour les entreprises, MOE, MOA, tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier (soit au minimum casque, chaussures de sécurité, vêtements haute visibilité)

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

Les compagnons travaillant sur le chantier devront porter leurs EPI en fonction des travaux effectués, il appartient au chef d'entreprise d'analyser les risques au niveau des postes de travail, de les faire ressortir dans les PPSPS et dans le document unique d'évaluation des risques professionnels et surtout de les faire porter sur le chantier

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER



Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Transport vertical des personnes :

LOT 01 MACONNERIE

LOT 04 CLOISON DOUBLAGE ISOLATION

LOT 07 PEINTURE

LOT 08 CFO CFA

Utilisation certaine d'échafaudage, hauteur sous plafond rdc sous charpente proche de 5m, si mutualisation d'échafaudage entre les entreprises prévoir convention de prêt

Transport vertical des charges:

Approvisionnement par camion équipé de bras articulé puis répartition des matériaux en RDJ et RDC au moyen de chariot

Lève plaques pour le plaquiste, faux plafond

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

Protections collectives

Une entreprise qui crée un risque doit la protection pour les entreprises qui travaillent simultanément ou après jusqu'à la suppression de ce risque.

Cela concernent notamment les chutes de hauteur, chutes de matériaux et conditions d'accès

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

NON APPLICABLE GENERALITES RAPPEL REGLEMENTAIRE

Le montant de l'opération étant supérieur à 760 000 €, les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

INSTALLATIONS DE CHANTIER



Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

Plan d'installation de chantier



Le plan d'installation de chantier sera établi en collaboration avec MOE après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

Les plans d'installation de chantier précisera :

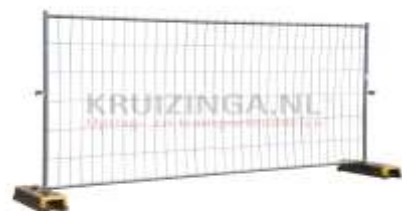
- L'emplacement des locaux comme cantonnement de chantier (sanitaires, vestiaires, réfectoires).
- L'emplacement des voies de circulations véhicules et piétonnes
- L'emplacement des zones de stationnement
- L'emplacement de la clôture et portail de chantier
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.

Listing Entreprises

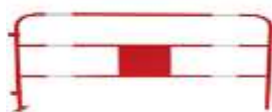
Une liste des entreprises, MOA, MOE, CTC, CSPS avec le nom et le numéro de téléphone sera affichée au niveau de la base vie

RESPONSABLE ACTION : MOE

Clôtures



Fermeture chantier



Balisage chantier
zone de travaux

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture.

Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.



Un système de fermeture d'accès au chantier devra être mis en place par exemple cadenas à clef, code, chaînette

Exemple : Barrière HERAS

RESPONSABLE POUR ACTION : **TOUTES ENTREPRISES POUR LE BALISAGE DE CHANTIER**



**PAS DE BALISAGE AU MOYEN DE
RUBALISE**



Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Création de l'ensemble des voiries provisoires de chantier, y compris zones de parking	NA	NA
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	LOT MACONNERIE	LOT MACONNERIE
Plates-formes zone de cantonnement	LOT MACONNERIE	LOT MACONNERIE
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	LOT MACONNERIE	LOT MACONNERIE
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	LOT MACONNERIE	LOT MACONNERIE
Vestiaires, réfectoires	LOT MACONNERIE	LOT MACONNERIE
Coffret électrique de chantier générale et à proximité du bâtiment et éclairage provisoire intérieur	LOT MACONNERIE	LOT MACONNERIE
Coffrets secondaires de chantier	LOT ELECTRICITE CFA CFO	LOT ELECTRICITE CFA CFO
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	LOT MACONNERIE	LOT MACONNERIE

Dimensionnement du cantonnement

fournis par la CAF au rez-de-voirie

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Voir guide en ANNEXE



Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel



Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

Nettoyage et entretien du cantonnement



Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	LOT MACONNERIE	LOT MACONNERIE
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	LOT MACONNERIE	LOT MACONNERIE

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :



<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Autorisation d'installation de grue (à tour, mobile) suivant arrêté municipal du 14 mars 2003	Commune	Toutes les entreprises concernées par la mise en place d'une grue
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Commune	Toutes les entreprises concernées par des travaux sur la voie publique



Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

Utilisation des escaliers à l'intérieur du bâtiment. Un ascenseur sera mis à disposition des intervenants par la maîtrise d'ouvrage.

Circulation routière : signalisation du chantier



Faire mettre en place PANNEAU de type AK5 afin de prévenir la présence d'un chantier avec sorties de camions : voir point rouge ●

Lors des travaux de VRD au niveau de la route la signalisation devra évoluer en fonction des travaux

> Les manoeuvres d'engins de chantier seront encadrées par un compagnon de manoeuvre

RESPONSABLE de l'action : LOT DEMOLITION MACONNERIE

Circulations des piétons





Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le **LOT MACONNERIE**

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

CONDITIONS METEOROLOGIQUES :

canicule



voir consignes en annexe

Circulations horizontales et verticales

Utilisation des circulations existantes intérieures au chantiers

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	MOE
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> - protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet - Protéger les occupants des chutes d'objets. 	LOT 02 MACONNERIE LOT : ETANCHEITE LOT MENUISERIES ALUMINIUM LOT : CLOISON DOUBLAGE ISOLATION LOT : MENUISERIE INTERIEURE LOT : CARRELAGE SOL MUR LOT : PEINTURE LOT : CFO CFA



Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
		LOT : PLOMBERIE VENTILATION
Aménagements des rampes d'accès	Si nécessaire : Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	NA
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès. prévoir stock de sel si besoin	NC
Accès en toiture	Les accès en toiture devront être réalisés par échafaudage ou par nacelle	NC
Accès aux étages supérieurs du bâtiment	Les accès devront être sécurisés et équipés avec des moyens adaptés pour des circulations verticales en sécurité : par ascenseur fournis par la CAF	

CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Ensemble des examens d'adéquations doit être réalisé par les entreprises pour tout type d'engins.

Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).



Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement



Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier. L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

Approvisionnements

Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant.

Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.
RESPONSABLE de l'action : **TOUTES ENTREPRISES**

STOCKAGE, DELIMITATION DES ZONES



Les zones de stockage évolueront en fonction des travaux ,

la zone de stockage sera sécurisée au moyen de clôtures explicitée ci-dessus.

Merci de les tenir en bon état de rangement et de propreté. Les lieux de stockages seront définis par le MOE en concertation avec le CSPS (voir PIC),



ENTREPOSAGE, STOCKAGE MATIERES DANGEREUSES

Le stockage de produits dangereux pour la santé selon le code du travail est à planifier avec le MOE


Toutes les informations relatives aux conditions de stockage sont expliquées dans les fiches de données de sécurité et par les fournisseurs des dits produits. **Voir MESURES INTERACTIONS SUR LE SITE**

RESPONSABLE de l'action : **TOUTES ENTREPRISES**

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

Evacuation des déchets

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants 	L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.	Tout corps d'état
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. La zone devra être signalée et sécurisée de manière à éviter tout risque d'accident avec les tiers. Chaque rotation de la benne sera réalisée à l'aide d'un compagnon de manoeuvre.	Tout corps d'état
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au	Tout corps d'état



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
zones de travail	nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture, amiante).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.


Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableau).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm) ou d'un platelage résistant à une charge de 150 kg minimum et équipé d'une trappe d'accès rabattable.


Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	TOUTES ENTREPRISES
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	TOUTES ENTREPRISES
PROTECTION COLLECTIVE BAS DE PENTE ET EN RIVE DE TOITURE POUR TOITURE EXISTANTE travaux chassis de désenfumage 	<p>Le lot charpente couverture devra privilégier des protections collectives au niveau des toitures lorsqu'elle réalisera les travaux de pose de couverture et le travail de dé moussage sur la toiture existante</p> <p>Le cas échéant pour les travaux de traitement de la toiture existante ; l'entreprise pourra utiliser un EPI, la priorité sera donnée au travail par l'intérieur du bâtiment</p> <p>OU TRAVAIL A LA NACELLE</p>	LOT CHARPENTE COUVERTURE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
PROTECTION COLLECTIVE AU NIVEAU DU MONTAGE DES MURS pour l' ascenseur PMR	Lors du montage des murs en aggro pour l'ascenseur PMR, l'entreprise réalisant les travaux devra positionner des protections collectives contre le risque de chute de hauteur	NC
PROTECTION COLLECTIVE AU NIVEAU DE LA TREMIE ASCENSEUR PMR, réservations tube PVC réseaux EU, EP, VMC	L'entreprise générant des risques de chute de hauteur en ouvrant des trémies, des réservations doit positionner des protections collectives contre le risque de chute de hauteur, est responsable de la tenue de ses ouvrages et de la sécurité	NC
CHUTE DE HAUTEUR LORS DES CHANGEMENTS DE MENUISERIES	<p>Le lot menuiserie ext devra positionner des protections collectives contre le risque de chute hauteur lors des changements de menuiseries extérieures, dépose des menuiseries et repose.</p> <p>Le cas échéant l'entreprise pourra utiliser une nacelle pour la pose des menuiseries tout cela dans le but de supprimer le risque de chute de hauteur</p>	NA

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marche pieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur 	<p>Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées</p> <p>L'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention</p>	Tout corps d'état

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Echafaudage 	<p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p> <p>Prévoir la mise en place d'une convention de prêt si utilisation d'un échafaudage par plusieurs entreprises.</p> <p>Une formation à son utilisation est obligatoire</p> <p>FAIRE VERIFIER AVANT MISE EN SERVICE L ECHAFAUDAGE PAR UN ORGANISME COMPETENT, AFFICHAGE PV vérification</p>	Tout corps d'état
ECHAFAUDAGE 	<p>Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <ul style="list-style-type: none"> • accès interdit, échafaudage en cours de montage • puis accès interdit aux personnes non autorisées <p>> La convention de prêt mise en place entre les différentes entreprises devra être suivie par des formations sécurité au travail sur échafaudage qui seront réalisées par l'entreprise en charge de la mise en place du dit échafaudage</p>	TOUTES ENTREPRISES UTILISANT L ECHAFAUDAGE

Installation électrique de chantier

Vérifications initiales et périodiques de sécurité

Faire vérifier l'ensemble des installations électriques provisoires de chantier par un organisme agréé :

- avant sa mise en service ;
- à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ;
- périodiquement, au moins une fois par an.

Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu à l'article 55 du décret du 14.11.1988.

Ensemble de l'installation électrique base vie, coffrets seront vérifiés par un bureau de contrôle agréé, avec copie d'une



attestation de conformité sans réserve transmise au coordonnateur SPS.




L'entrepreneur du **LOT 02 MACONNERIE**

- assurera le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés par le **LOT CFO CFA**

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;

Depuis ce tableau seront réalisés par le **LOT CFO CFA** l'installation d'éclairage des circulations et les coffrets intérieurs secondaires .





Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique intérieure 	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment. L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	LOT CFO CFA
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises 	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection. 	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier 	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> - les cheminements et circulations extérieurs ; - les escaliers et circulations intérieures. 	LOT CFO CFA
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011. Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier.	LOT CFO CFA







MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot ou de plusieurs lots	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières  	<p>Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - ventiler les locaux hors d'air - humidifier les matériaux ou le sol - aspirer les poussières à la source, coupe des plaques de Placoplatre au moyen de coupeur - isoler la zone de travaux du reste des compagnons : prévoir zone de découpe <p>-port des EPI obligatoires: masque anti poussières de type FFP2 ou masque à cartouche</p> <p>En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants</p>   	<p>LOT MACONNERIE</p> <p>LOT ETANCHEITE</p> <p>LOT MENUISERIES ALUMINIUM</p> <p>LOT CLOISON DOUBLAGE ISOLATION</p> <p>LOT :MENUISERIE INTERIEURE</p> <p>LOT CARRELAGE SOL MUR</p> <p>LOT : PEINTURE</p> <p>LOT : CFO CFA</p> <p>LOT : PLOMBERIE VENTILATION</p>
TRAVAUX DE PEINTURE 	<p>merci de privilégier des peintures sans solvant et ayant une teneur en COV la plus faible possible, idem pour les peintures contenant des composés irritants pour les voies respiratoires.</p> <p>Merci de privilégier, si possible, lors de cette phase de travaux, une coactivité simultanée nulle.</p> <p>Ventiler le plus possible les zones dans lesquelles vont se dérouler les travaux.</p>	<p>LOT ETANCHEITE</p> <p>LOT: PEINTURE</p> <p>LOT PLOMBERIE VENTILATION</p>

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
PEINTURE TUYAUTERIE ET ETANCHEITE 	<p>Merci de privilégier, si possible, lors de cette phase de travaux, une coactivité simultanée nulle.</p> <p>Ventiler le plus possible les zones dans lesquelles vont se dérouler les travaux , réaliser les travaux en extérieur ou tuyauterie pré peinte</p> 	LOT :PLOMBERIE VENTILATION LOT ETANCHEITE
TRAVAIL PAR POINTS CHAUDS 	<p>TRAVAIL PAR POINT CHAUD = 30% des incendies ont pour origine des travaux par points chauds</p> <p>EXTINCTEUR OBLIGATOIRE A PROXIMITE</p> <p>PAS DE COACTIVITE A PROXIMITE PENDANT CETTE PHASE DE TRAVAIL , balisage de la zone d'intervention, mettre en place rideau de protection.</p>	LOT MACONNERIE LOT ETANCHEITE LOT MENUISERIES ALUMINIUM LOT MENUISERIE INTERIEURE LOT PLOMBERIE VENTILATION
TRAVAUX DE SOUDURE 	<p>Les travaux de soudure sont considérés comme étant des travaux à risque de part:</p> <ul style="list-style-type: none"> > Toxicité des fumées engendrées par cette activité > Source de chaleur= risque d'incendie travail par points chauds > Risque de brulure Thermique et lésions oculaires <p>PAS DE COACTIVITE A PROXIMITE PENDANT CETTE PHASE DE TRAVAIL ,</p> <p>Mettre en place une aspiration générale ou canalisée au moyen de point de captage sur torche ou un aspirateur mobile de captage des fumées, rideau de soudure pour le risque lésions oculaires graves</p>	LOT MACONNERIE LOT MENUISERIES ALUMINIUM LOT MENUISERIE INTERIEURE LOT : PLOMBERIE
CHUTE DE PLAIN PIED TUYAUTERIE 	<p><u>Le matériel, les matériaux du tuyauteur devront être rangés, merci d'utiliser des étagères ou autre système , de manière à ne pas avoir de stockage à même le sol</u></p> <p><u>APPROVISIONNEMENT DE LA ZONE DE TRAVAIL AU COUP PAR COUP</u></p>	LOT :PLOMBERIE VENTILATION
PRODUITS CHIMIQUES	<p>Colles, résines, fluides, diluants, dégraissants, colorants, peintures...</p> <p>Les produits chimiques sont présents dans tous les secteurs d'activités les effets à long terme peuvent être dévastateurs pour les personnes qui les utilisent mal.</p>	TOUTES ENTREPRISES

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>Aération des locaux au maximum, pas de coactivité pendant ces phases de travaux</p>	
<p>Risques liés à l'utilisation de Nacelle , petits engins de chantier, chariot élévateur ...</p> 	<p>> Fournir les autorisations de conduite des compagnons et les contrôles périodiques des engins qui seront utilisés sur le chantier.</p> <p>Chariot élévateur, nacelle, mini pelle...</p> <p>> Balisage de la zone d'intervention, filet de chantier par exemple, visant à délimiter le champ d'action de l'engin</p> <p>> si nécessaire : mettre à disposition un compagnon de manoeuvre sécurisant les travaux</p>	<p>TOUTES ENTREPRISES</p>
<p>RISQUE ELECTRIQUE</p> 	<p>Des travaux d'ordre électriques vont être réalisés.</p> <p>Ils ne peuvent être effectués que par du personnel formé et habilité, pendant les raccordements , les essais, les consignations les zones devront être sécurisées de manière à limiter le plus possible la coactivité</p> 	<p>LOT CFO CFA</p> <p>MOE, MOA</p>

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
CHUTE DE CHARGE 	<ul style="list-style-type: none"> > Approvisionnement géré avec un compagnon de manœuvre > Délimitation de la zone de déchargement > Pas de survol de compagnons avec une charge <p><u>Personne ne doit passer à proximité du monte matériaux</u></p>	TOUTES ENTREPRISES
FOUILLES TRANCHEES  	<p>Lorsque des personnes sont amenées à franchir une tranchée, des moyens de passage et de balisage doivent être mis en place de type passerelle.</p> 	LOT MACONNERIE LOT : PLOMBERIE VENTILATION
BORDS DE TALUS 	<p>Les bords de talus seront équipées de filet de chantier ou tout autre moyen permettant une délimitation du danger.</p> <p>Merci de les positionner à 1m50 du danger, le cas échéant merci de positionner des protections collectives rigides</p>	NC
MANUTENTION MANUELLE 	<ul style="list-style-type: none"> > L'utilisation d'un monte matériaux peut être envisagé et la mise en place d'un camion équipé de bras articulé pour la manutention des matériaux pour la charpente, couverture, monte échelle monte charge TOP LIFT, plaques de placoplatre, carrelage.... <p>Sécurisation de la zone d'évolution du monte matériaux balisage de la zone d'intervention. <u>Personne ne doit passer à proximité du monte matériaux</u></p>	TOUTES ENTREPRISES

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
HEURT : PELLE 	<p>Lors de l'utilisation d'un engin de chantier de type Pelle ou autre, personne ne doit se trouver dans l'axe de rotation du bras durant la phase de travail ou à proximité d'un engin de chantier (angle mort très important)</p> <p>> Pour cela mettre en place une sécurisation du périmètre au moyen de rubalise, de filet de chantier visant à délimiter le champ d'action de l'engin</p> <p>> si nécessaire : mettre à disposition un compagnon de manoeuvre sécurisant les travaux.</p>	NC
RISQUE DE HEURT AVEC RESIDENT 	<p>Les zones de travaux se trouvant dans l'enceinte des bâtiments devront être signalées et sécurisées tout cela dans le but d'éviter des risques de heurt avec les résidents des bâtiments</p>	NA
LANGUE FRANCAISE 	<p>Au sein de chaque entreprise, présence obligatoire d'une personne comprenant et parlant le Français....le cas échéant le CSPS demandera à l'entreprise de sortir du chantier (il est important que toutes les personnes présentes sur le chantier puissent communiquer et que les paroles du CSPS soient comprises)</p>	TOUTES ENTREPRISES
TRAVAUX DE DEMOLITION 	<p>Balilage de la zone intérieur et extérieur lors des phases de démolition</p> <p>Merci de prévoir un périmètre de sécurité de manière à annuler la coactivité</p>	LOT MACONNERIE
OUVERTURE MUR PORTEUR 	<p>Avant de débiter les de démolition, ouverture murs porteur, le MOE et le lot démolition gros œuvre devront s'assurer auprès du BE STRUCTURE que les travaux ne génère pas de risque sur la stabilité de l'édifice</p> <p>Merci de au BET STRUCTURE de valider le mode opératoire du LOT MACONNERIE avant le début des travaux</p>	LOT MACONNERIE MOE BET STRUCTURE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
POSE MENUISERIE ALU 	<p>Sécurisation de la zone de travail, lors des approvisionnements la coactivité devra être nulle dans la zone de chantier</p> <p>Prévoir au planning avec la MOE et sécurisation physique de la zone de stockage</p>	LOT 03 MENUISERIES ALUMINIUM MOE
TRAVAUX AU NIVEAU DU PLAFOND, risque de chute d'objets 	<p>LOT DOUBLAGE CLOISONS PLAFONDS devra interdire la zone d'accès les phases de travaux de mise en place / dépose faux plafond en RDC, pose isolation</p>	LOT DOUBLAGE CLOISONS PLAFONDS

RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING



Remise du planning initial

Transmettre au coordonnateur le planning initial dès qu'il est établi, calendrier des travaux tout corps d'état avec le phasage

Mises à jour du planning

Transmettre les mises à jour du planning au coordonnateur SPS au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de coactivité. et des mesures complémentaires éventuelle de prévention.

RESPONSABLE ACTION : MOE

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité



Horaires et contraintes de livraisons

Merci d'éviter les horaires de fortes affluences , privilégier des approvisionnements entre 09H -12H et 13H30-17H

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »




Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.






L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Numéros d'appel d'urgence - Cas général	 <p>Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.</p>	Tout corps d'état
PHARMACIE 	>PHARMACIE	Tout corps d'état
ACCES DES SECOURS AU CHANTIER	<p>Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter l'intervention des secours et pour diminuer le délai de leur intervention. Le chantier doit être clairement identifié et ses accès par les secours doivent être repérés et balisés.</p> <p>Si il y a lieu des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier dégagés en permanence et parfaitement circulables doivent être réservés aux secours.</p>	MOE MOA
Trousse des premiers soins 	<p>Veiller à ce que chaque équipe dispose d'une trousse de premiers soins dans un endroit connu de tous et accessible à tout moment.</p> <p>Le contenu de la trousse de secours sera vérifiée régulièrement, elle se trouvera sur la zone des travaux ou dans la base vie mais pas le camion</p> <p>LOT MACONNERIE prévoir une trousse de secours dans la base vie</p>	Tout corps d'état
Affichage	<p>Afficher les consignes en cas d'accident grave au sein de la base vie et les différents numéros d'appels de secours auprès de chaque téléphone d'appel des secours.</p>	LOT MACONNERIE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	Un aide mémoire sera fournit en Annexe du PGC.	
Consignes incendie interdiction de fumer 	Respecter et faire respecter l'interdiction de fumer sur le chantier en dehors des zones et abris réservés à cette fin	Tout corps d'état
Point de rassemblement 	En cas d'incendie ou d'accident sur le lieu du chantier, le personnel doit évacuer et se diriger : 	Tout corps d'état
Consigne incendie: Moyens de lutte 	Des moyens de lutte contre l'incendie appropriés en nombre et en nature adaptés aux risques devront être installés : - dans le cantonnement - à proximité immédiate des postes de travail par points chauds	Tout corps d'état

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

MESURES GENERALES

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L.4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - de l'entreprise sur les autres intervenants ; - de l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p>DEKRA Industrial ACT CSPPS ISERE-VAL DE RHONE Parc Sud Galaxie Immeuble Le Calypso 38130 ECHIROLLES</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
------------------------------------	----------	-----------------



HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

MISE A JOUR DU PGC

SOUS-TRAITANT

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage



NEXE 1**LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES
DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot 01 Désamiantage	T			
Lot: 02 Démolition- Gros- oeuvre	T			
Lot: 03 Menuiseries exterieures aluminium- Serrurerie	T			
Lot : 04 Cloisons- Doublages- Faux- plafond	T			
Lot : 05 Menuiseries interieures bois - Mobilier	T			
Lot : 06 Sols souple	T			
Lot: 07 Peinture	T			
Lot : 08 Chauffage- Ventilation - Plomberie	T			
Lot : 09 Electricité - courants fort - Courants faibles	T			

